

## Dans l'Eure, des parents se sont mobilisés pour dire stop aux violences scolaires

7-9 minutes

Des parents d'élèves se sont rassemblés devant l'école de Saint-Eloi-de-Fourques pour dénoncer les faits de violence dans une classe de CP-CE1 et demander davantage de moyens.



Les parents, soutenus par des élus et le syndicat FO, devant l'école de Saint-Eloi-de-Fourques. (©Eveil Normand / AB)

Par [Anthony Bonnet](#) Publié le 12 Mar 21 à 13:45 mis à jour le 12 Mar 21 à 13:54

La colère n'est pas retombée à **Saint-Eloi-de-Fourques, près de Brionne (Eure)**. Et ce vendredi 12 mars 2021, comme ils l'avaient annoncé depuis deux semaines, les parents d'élèves étaient bien mobilisés devant **l'école Claude Monet** pour dire stop aux **violences scolaires** qui surviennent dans la classe de CP-CE1 et à la cantine.

Des barrières empêchaient l'accès aux véhicules dès le début de la matinée, la desserte de bus a été annulée, l'accueil périscolaire était fermé. Mais contrairement à ce qui avait été initialement prévu, l'école n'était pas bloquée. Des enseignants ont donc assuré

les cours pour les quelques enfants présents, tandis qu'à l'extérieur, sous l'oeil de la gendarmerie, d'autres petites têtes blondes manifestaient aux côtés de leurs parents.

Plusieurs journalistes avaient fait le déplacement, pour une affaire largement médiatisée aux plans local et national. « On en a marre, on veut des moyens pour venir en aide aux enfants en difficulté », répète, micro en main, **Natacha Vicomte**, la représentante des parents d'élèves.

### « Une évaluation faussée »

Lundi 8 mars, une équipe d'accompagnement a été dépêchée sur place, composée de la directrice de la vie scolaire du département et d'une enseignante spécialisée, conformément aux engagements de l'**Inspection académique**, qui assure vouloir « apporter des réponses pérennes à l'équipe éducative de l'école ». « Le dialogue a été permanent entre l'Education nationale et la mairie », estime aussi l'Inspection dans un communiqué de presse, en précisant que « le climat s'apaise au sein de la classe ».

« Tout est mis en oeuvre aujourd'hui pour que l'ensemble des élèves suivent leur scolarité dans des meilleures conditions ».

Un diagnostic est censé avoir été réalisé depuis le retour des vacances scolaires. « Nous n'en connaissons pas le résultat et cette évaluation est faussée, car les enfants en question n'étaient pas tous présents cette semaine », rétorque Natacha Vicomte. Et les violences ne sont pas l'oeuvre d'un seul élève, mais de « cinq ou six », ajoute-t-elle.

Plusieurs mamans ont pris la parole, comme Angélique, dont le fils a été victime d'un coup très violent. « Nous voulons que nos enfants apprennent dans de bonnes conditions », affirme-t-elle.

« Ma fille a reçu un coup de poing au ventre, elle ne veut plus aller à l'école. Nous demandons de l'aide à l'Éducation nationale et nous ne sommes pas là pour stigmatiser des enfants ou des parents. »

« Il faut arrêter de nous montrer du doigt en disant que nous ne voulons pas intégrer un enfant handicapé, confirme Armandine, remontée. Nous sommes là pour apporter du soutien. »

### « Un mensonge éhonté »

Le maire de Saint-Eloi-de-Fourques, **Denis Szalkowski**, qui avait ceint son écharpe tricolore, a dénoncé « un déni de réalité » et même « un mensonge éhonté » de la part de l'Inspection académique. « Nous avons demandé un dédoublement de la classe, mais nous n'avons rien vu venir », regrette-t-il, après avoir salué « le travail exceptionnel » des instituteurs dont la charge est « parfois top lourde ».

« Il y a de la souffrance. Nous sommes à la campagne, nous avons un cadre de vie exceptionnel, mais nous avons besoin en zone rurale des mêmes moyens qu'en REP (réseaux d'éducation prioritaire) ! »

### **L'école de Saint-Eloi-de-Fourques, "la figure de proue d'un mal-être silencieux", selon le syndicat FO**

Plusieurs représentants du syndicat SNUDI FO 27 ont participé au rassemblement devant l'école de Saint-Eloi-de-Fourques vendredi 12 mars.

"Cette école fait face à de graves difficultés induites par plusieurs élèves dont un élève au comportement extrêmement perturbateur tant sur les temps scolaires que périscolaires, déclare le syndicat dans un communiqué.

Pourtant, la direction académique a été alertée à l'occasion de la remontée d'une fiche du registre santé et sécurité au travail (RSST) que le SNUDI-FO 27 avait relayé lors du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) départemental au mois de novembre. Jusqu'au jour de la médiatisation de cette problématique, il est à noter que rien de concret n'a été engagé par la direction académique ou l'inspection de circonscription.

Comme dans d'autres situations de ce type qui sont malheureusement de plus en plus fréquentes dans notre département comme dans le reste de notre pays, la première réponse de l'administration fut d'apporter une réponse pédagogique à un problème ne relevant pas de celle-ci, par le biais d'une visite d'un conseiller pédagogique, ajoutant au mal-être professionnel rencontré par l'enseignant(e) une remise en cause professionnelle. C'est à ce prix que l'inclusion systématique est désormais subie dans de nombreuses écoles. Aucun moyen supplémentaire, notamment en matière de médecine scolaire ou

d'aide spécifique comme le RASED, n'est mis en œuvre.

Au contraire, les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader depuis ces dernières décennies : à cette inclusion systématique imposée aux élèves concernés et aux autres, aux parents et aux enseignants se sont ajoutés la baisse du nombre de titulaires-remplaçants, la disparition de structures spécialisées et des RASED, les fermetures de classe entraînant l'augmentation des effectifs par classe (dont Saint Eloi de Fourques fait partie dans la carte scolaire 2021) [...]

En bref, les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves sont sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Ce sont donc toutes les écoles qui souffrent de cette inclusion à tout va, l'école de Saint Eloi de Fourques n'étant aujourd'hui que la figure de proue de ce mal-être silencieux."

L'édile de Saint-Eloi-de-Fourques était entouré de ses collègues maires de **Bosrobert**, Franck Giffard, et de **Saint-Victor-d'Epine**, Jean Plénecassagne, et de plusieurs autres conseillers municipaux des communes formant le regroupement scolaire.

« J'ai lu dans la presse que le Rassemblement national nous soutenait. Ce qui me gêne, ce n'est pas que nous ayons eu le soutien du Rassemblement national, mais c'est l'absence de soutien des autres partis politiques », lâche Denis Szalkowski, à une exception près : « Pascal Lehongre, le président du Département de l'Eure, qui est toujours resté en contact ».

Partagez

- [Partagez sur Facebook](#)
- [Partagez sur Twitter](#)
- [Partagez par Mail](#)
- Copié ! [https://actu.fr/normandie/saint-eloi-de-fourques\\_27536/dans-l-eure-des-parents-se-sont-mobilises-pour-dire-stop-aux-violences-scolaires\\_40176051.html](https://actu.fr/normandie/saint-eloi-de-fourques_27536/dans-l-eure-des-parents-se-sont-mobilises-pour-dire-stop-aux-violences-scolaires_40176051.html)